T6 27 mai 1993

L'usine d'incinération fait grincer Bellegarde

Tardive, l'opposition s'organise dans l'Ain. Certains Bellegardiens refusent que leur ville devienne la «poubelle des riches».

Le SIDEFAGE, syndicat intercommunal qui regroupe le Pays de Gex et toute la région annemassienne, a donc choisi Bellegarde pour y implanter son usine d'incinération des ordures ménagères (voir notre édition du 6 mai). Ce site a rallié presque tous les suffrages (28 voix sur 32) pour de multiples raisons: proximité du Rhône, présence de la voie ferrée, existence d'un site adapté, celui de Chantavril, tradition industrielle plus que centenaire. Les responsables du SIDEFAGE ne pensaient pas se heurter aux mêmes difficultés qu'à Nangy ou à Saint-Julien. Or, à Bellegarde, la résistance s'organise. Une pétition circule pour appeler la population à s'opposer à l'usine. Les arguments sont percutants: Bellegarde ne doit pas devenir la poubelle des zones riches (Annemasse, le Pays de Gex); Arlod (où l'usine doit être implantée) ne doit pas demeurer le quartier pauvre de la ville de Bellegarde dont le centre s'embellit. Conclusion: c'est à Ge-

nève (Cheneviers) qu'il faut incinérer les déchets de la région. Les élus bellegardiens, toutes couleurs confondues, se trouvent en situation délicate. De manière à peu près unanime, ils ont soutenu le projet d'usine d'incinération. Elle va créer 42 emplois et rapporter, bon an mal an, 2 millions de FF de taxe professionnelle. C'est loin d'être négligeable pour une ville endettée où le taux de chômage s'accroît dangereusement.

Opposants manipulés?

Certains élus se demandent si ce n'est pas le même groupe de pression qui alimente les dossiers de refus, en Haute-Savoie comme dans l'Ain, en fournissant des données chiffrées, plus ou moins vérifiables, des arguments scientifiques ou pseudo-scientifiques. L'affaire rappelle toute la polémique qui a illustré l'implantation du collisionneur LEP dans le sous-sol gessien.

Roger Anselme □

La Région est en quête de complémentarité

Priorité au développement de l'aéroport et au rattachement de Genève au réseau TGV: tel est le vœu d'Yvan Pictet lors du dernier débat de l'AGEDRI.

«Lors des petits déjeuners que nous organisons pour présenter de nouvelles industries, j'entends fréquemment la remarque suivante: voici deux ans, j'ai confié un mandat de recherche à Silicon Valley, et je suis toujours sans réponse. Or, aujourd'hui, j'apprends qu'une entreprise toute proche fait justement ce que je recherche», raconte Pierre Glauser, directeur de l'Office vaudois du commerce et de l'industrie. Et de s'interroger: «Est-ce de la méconnaissance ou du snobisme?» Des anecdotes comme celle-là ont été nombreuses lors du dernier débat organisé lundi par l'AGEDRI (Association genevoise pour le développement des relations interrégionales). Elles reflètent les efforts encore nécessaires avant de parvenir à créer une réelle complémentarité entre les entreprises genevoises, vaudoises et de la France voisine.

Mais des espoirs pointent à l'horizon. Michel Glever, directeur ad-

joint de l'Agence économique départementale de Haute-Savoie, raconte une «première» en matière de collaboration: «Une entreprise cherchant à s'installer en Europe hésitait entre différents pays. Elle songeait à Archamps pour la France et à Genève pour la Suisse. Or, pour la première fois, les deux concurrents se sont mis d'accord pour présenter le dossier. C'est un succès même si c'est finalement Bilbao qui a emporté le morceau».

Finalement, que proposent Yvan Pictet, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Genève, et ses deux collègues? Pour le principal animateur de la campagne «Genève gagne», les deux priorités sont la transformation de l'aéroport de Cointrin en une régie afin de permettre son développement (un vote interviendra cet automne au Grand Conseil) et le rattachement de Genève au réseau TGV par la ligne Mâcon-Genève si possible. Ces deux points sont d'ailleurs

«dans les toutes premières priorités» du plan de revitalisation de l'économie genevoise qui va être prochainement présenté.

Son collègue vaudois insiste, quant à lui, sur la «nécessaire amélioration de la collaboration entre les Hautes Écoles». Michel Glever rappelle à ce titre la toute récente création à Annecy de l'Association transfrontalière universitaire (voir notre édition du 21 mai). Les trois intervenants plaident pour une approche pragmatique, la seule qui permette un renforcement des relations interrégionales. «La meilleure impulsion ne peut venir d'un Etat, coincé dans son carcan législatif et administratif, mais des privés et des institutions», résume Pierre Glauser.

Serge Guertchakoff □

Le prochain débat organisé par l'AGEDRI aura lieu le lundi 21 juin, sur le thème «Vers un schéma directeur régional», de 18h30 à 20h au Buffet de la Gare, Place Cornavin, Genève, salle du 1er étage.

33

TRIBUN
DE GEN

JEUDI
27 MAI 1993

CG

& REGION